

Le Premier Anniversaire
DE LA MORT DE
LÉON SEDOV



Le 16 Février dernier, LÉON SEDOV mourait dans des conditions mystérieuses, après une opération dans une clinique russe, à Paris.

QUAND LA LUMIÈRE SERA-T-ELLE FAITE ?

Un nouveau partage du monde
et des esclaves coloniaux
voilà ce que veut
le fascisme allemand

Mardi 31. — Le discours d'Hitler a confirmé ce que nous écrivions hier. La belligère Madame Geneviève Tabouis, elle-même, est obligée d'écrire « qu'Hitler a prononcé le discours le plus modéré de sa carrière ». Nous nous bornerons donc ici à relever quelques traits caractéristiques de ce discours.

I. — Aucune allusion directe à Moscou. Hitler entend ne plus rien dire qui puisse gêner une tentative de rapprochement avec Staline.

II. — Soutien à l'Italie. Mais modéré : « Cela ne signifie pas que nous désirons une guerre, mais seulement que nous avons de la compréhension pour les revendications naturelles de l'Italie que nous reconnaissons comme juste ». Mais pas la moindre précision sur les limites de ces revendications. Ce qui indique le souci de pouvoir battre en retraite. Et l'on remarque dans le même temps une mise au point du *Völkischer Beobachter* qui dévoue en fait les revendications de l'Italie sur la Tunisie.

III. — Faisant allusion à l'Empire britannique et à l'Empire français, Hitler a déclaré : « Nous comprenons fort bien que d'autres peuples désirent s'assurer leur part des biens de l'univers, part à laquelle le chiffre de leur population, leur courage et leur mérite, leur donne droit ».

IV. — Faisant un tour d'horizon en Europe Centrale, il a affirmé la tendance des Etats danubiens, baltes et balkaniques à se détourner de la Société des Nations, c'est-à-dire, à passer sur l'hégémonie allemande.

V. — Enfin Hitler a posé la première fois comme un problème immédiat, le problème colonial. Il a affirmé que sur ce terrain des négociations sont possibles. Autrement dit, puisqu'il détournait la pointe de son offensive de l'Est la question des revendications coloniales passe au premier plan. Veut-il par là laisser entendre à l'Angleterre et à la France qu'il sera contraint de poser dans toute son ampleur la question coloniale si on ne lui laisse pas définitivement les mains libres en Europe Centrale. C'est probable. En tous cas, ce n'est qu'avec la plus grande prudence, qu'il s'est aventuré sur tous ces domaines. Visiblement il est prêt à abandonner à Rome, et la solidarité dans les revendications coloniales, si Londres fait un pas vers lui. La réponse de Chamberlain et les négociations secrètes qui peuvent s'engager entre Berlin et Londres ou entre Berlin et Moscou, seront décidées par la prépondérance de l'une ou de l'autre série de revendications : revendications continentales ou revendications coloniales.

La terreur hitlérienne
contre nos camarades allemands

Le 25 et 27 novembre dernier, a eu lieu à Magdebourg et Berlin, un procès contre des groupes de nos camarades, devant la Cinquième Chambre punitive, et la Cour de Berlin.

Parmi les camarades condamnés à la prison dans des pénitenciers pour leur activité révolutionnaire, se trouvent les camarades suivants :

Kurt Noak : 3 ans et 6 mois d'emprisonnement et 5 ans de perte des droits civils.

Alfred Schürmer : 3 ans et 6 mois d'emprisonnement et 5 ans de perte des droits civils.

Alfred Rakalejnik : 3 ans et 3 mois de prison et 5 ans de perte des droits civils.

Hilde Burger : 2 ans et 6 mois de

prison et 5 ans de perte des droits civils.

Hilde Herz : 2 ans et 6 mois d'emprisonnement et 5 ans de perte des droits civils.

Walter Hoffmann : 2 ans et 6 mois de prison et 5 ans de perte des droits civils.

Ces sentences s'ajoutaient à celles qui avaient frappé nos camarades devant le Tribunal Populaire de Berlin en octobre 1937 :

Alfred Berger : 12 ans de prison et 12 ans de perte des droits civils.

Werner Mueller : 7 ans d'emprisonnement et 7 ans de perte des droits civils.

Salut chaleureux à nos camarades, victimes du bourreau Hitler, combattants pour la IV^e Internationale !

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

LA TRAGÉDIE DE BARCELONE

Le recul du prolétariat espagnol aiguise les appétits impérialistes de Berlin, Rome, Londres et Paris

Pas d'intervention militaire ! Ouvrez la frontière !

Les journaux de mercredi annoncent que le gouvernement français prévoit la concentration de 50.000 hommes à la frontière espagnole. Il est clair que cette mesure signifierait une pression à peine voilée sur Burgos.

Mais en attendant le premier objectif c'est de repousser en Espagne, après les avoir désarmés les miliciens républicains.

Ceux qui réclamaient l'intervention militaire sont servis. Ils ont forgé de nouvelles armes contre le prolétariat espagnol.

A bas l'intervention militaire !
Ouvrez la frontière aux révolutionnaires espagnols !

Nos camarades du Tonkin font face à la répression impérialiste

Hanoi, 7 janvier.
Le camarade Thoi van Tam, militant bolchevik-léniniste du Tonkin est poursuivi pour des articles publiés dans le Thoi Dam, organe de la IV^e Internationale au Tonkin, où la guerre impérialiste est stigmatisée lors des événements de Tchecoslovaquie. A ce moment, la mobilisation était décrétée en Indochine, car l'impérialisme nippon, allié de l'hitlérisme, menaçait l'Indochine.

Le camarade Tam avait été l'un des fondateurs du journal stalinien *Ban Dan*. Après la répression du Congrès Indochinois, il rompit avec le stalinisme, et participa au travail d'organisation de la IV^e Internationale au Tonkin, fondant le groupe *Tia Sang* (Étincelle), qui publia une série de brochures puis l'hebdomadaire *Moi et enfin Thoi Dam*.

Nous joignons notre voix à celle de nos camarades du Tonkin pour protester contre la répression qui les frappe. Notre solidarité de lutte est bien illustrée par la répression qui frappe presque le même jour, devant la correctionnelle de l'impérialisme, le camarade Tam, à Hanoi, et la camarade Charpy, pour les articles de *Révolution*, à Paris.

Samedi dernier, manifestation sur les boulevards

Le P. O. I. adressa plusieurs propositions d'action commune au P.S.O.P., par l'organe de ses Comités central et régional, en faveur des travailleurs espagnols : écartés par Franco et trahis par Négrin.

Le P. O. I. estimait que la meilleure forme d'action était un meeting régional soigneusement préparé par voie d'affiches et de tracts. Nos deux partis pourraient ainsi toucher l'avant-garde ouvrière de la région parisienne et tirer devant elle la leçon de l'expérience espagnole.

La C. A. P. du P. S. O. préféra « organiser » une manifestation sur la place de l'Opéra. Elle y convia les grandes organisations prolétariennes et l'U. A. La seule organisation participante fut aussi la seule dont Juin 36 n'ait fait aucune mention : le P.O.I. Passons sur ces « procédés » dont la C. A. P. finira par se lasser et que n'approuvent nullement les militants.

(Suite page 4)

A l'aide pour nos camarades espagnols

Nous faisons un pressant appel à tous nos amis pour la solidarité envers nos camarades espagnols.

Cette semaine chaque cellule du parti doit mettre cette question à l'ordre du jour.

Il faut réunir pour nos camarades 1) de l'argent, 2) des vêtements. Ensuite, il faut faire par tracts, réunions de boîtes et réunions locales, une action sur les mots d'ordre du parti.

Les cellules doivent rendre compte au centre des initiatives et dispositions prises.

Lorsque nous écrivions la semaine dernière notre article sur l'Espagne, nous jetions un cri d'alarme angoissé. Nous mettions les organisations ouvrières devant leur responsabilité. Nous disions : les heures qui viennent peuvent décider de la défaite définitive des gouvernements et de la victoire de Franco. Nous concluons : il faut en Espagne mobiliser toutes les forces pour une résistance désespérée ; il faut faire appel aux forces révolutionnaires des ouvriers de la Catalogne ; seule une armée ouvrière dirigée par des officiers élus, luttant pour le pouvoir des soldats, ouvriers et paysans peut arrêter l'avance de Franco ; si le gouvernement Négrin veut faire enfin — pour la première fois depuis deux ans — un acte positif dans la lutte antifasciste, qu'il abdique le pouvoir entre les mains des organisations ouvrières ; il faut en France, que les organisations syndicales, qui contrôlent la fabrication et le transport des armes prennent la responsabilité d'organiser eux-mêmes l'envoi d'armes en Espagne.

Nous pensions qu'il était temps encore : que l'avance de Franco se briserait — au moins pour quelques jours — sur Barcelone ; nous pensions que ces quelques journées pourraient encore être utilisées par la classe ouvrière pour forcer des dirigeants incapables et félons à mettre leur actes en accord avec leur parole.

Mais la *Lutte Ouvrière* n'était pas sortie des presses, que nous apprenions l'horrible nouvelle : Barcelone tombée sans combat, tombée comme tomba Malaga, sans l'ombre d'une résistance. Et chaque nouvelle journée apporte plus d'angoisse : une chaîne de défaites et de reculs sans fin ; et, malgré les discours ronflants, de part et d'autre des Pyrénées, pas le moindre espoir sérieux d'un redressement.

La classe ouvrière tout entière est frappée de stupeur devant l'ampleur de cette tragédie. Chacun se demande : comment cela a-t-il été possible ?

Dès juillet 1936 les bolcheviks-léninistes ont mis en garde contre cette issue. Ils ont expliqué, en Espagne et dans le monde entier, que seul le prolétariat pouvait écraser le fascisme. En décembre 1937, L. Trotsky, résumant ce raisonnement écrivait : « L'alliance politique du prolétariat avec la bourgeoisie, dont les questions fondamentales, font entre eux un angle de 180 degrés, ne peut, en règle générale, que paralyser la force révolutionnaire du prolétariat. La guerre civile, dans laquelle la force de la seule violence a peu d'action, exige de ses participants un dévouement suprême. Les ouvriers et les paysans ne sont capables d'assurer la victoire que dans le cas où ils mènent la lutte pour leur propre émancipation. Soumettre dans ces conditions le prolétariat à la dictature de la bourgeoisie, c'est assurer par avance sa défaite dans la guerre civile ».

Il pouvait sembler à cette époque que ce fut une simple affirmation théorique. Mais l'expérience vient de démontrer tragiquement la vérité de cette affirmation. La direction bourgeoise du Front Populaire s'est avérée incapable d'organiser la moindre résistance et les laquais réformistes et stalinistes ont rivalisé avec elle, d'incapacité et de lâcheté.

Nous avons vu le Parti Communiste rester muet pendant ces jours tragiques, se refuser totalement à organiser la moindre mobilisation ouvrière, se contenter d'organiser un meeting — d'ailleurs raté — sur les taxes municipales et se borner à quelques manifestations soigneusement localisées et préparées dans le

Daladier-Reynaud hâtent la mobilisation économique du pays

A bas la taxe de 2 o/o !
Augmentation des salaires !

A partir du 23 janvier 1939, la retenue de 2 % sur les salaires, devient effective. Les décrets-lois de misère et de pré-guerre, Daladier-Reynaud, s'appliquent avec l'automatisme prévu par le gouvernement capitaliste. Le pouvoir d'achat des masses ouvrières subit une nouvelle atteinte, au nom de la défense nationale.

Le *Peuple* du lundi 30 janvier publie « quelques précisions sur la retenue de 2 % » données par le grand Conseil Juridique de la C. G. T. La compétence juridique, du point de vue bourgeois de ce conseil ne saurait être mise en cause !

Nous sommes fixés par ces quelques précisions, tout le monde y passe pour la contribution nationale nécessaire à la fabrication des mitrailleuses et non à l'établissement de bornes-fontaines, à la campagne. Le Conseil Juridique de la C. G. T. conseille même — c'est son rôle ! — que dorénavant les organisations syndicales devront « faire dans leur comptabilité la part du principal du salaire alloué à chaque permanent » pour le soumettre aux 2 %. Quel zèle patriotique ! Il n'y aura pas de jaloux dans les rangs ouvriers, nos bons syndicaux sont de la partie.

Que les bourgeois doivent se marier, doucement ! Mais lisez le *Peuple*, l'*Humanité*, le *Popu*, etc., rien pour la protestation ouvrière. Pensez donc, et la défense nationale ! Ce ne sont pas les ouvriers qui la sabotent, ils laissent ce soin aux patrons, financiers...

N'y aura-t-il donc pas une manifestation ouvrière à la paie pour exprimer la volonté prolétarienne ?

Si, le mécontentement grandit, la vie toujours plus chère, la répression, les brimades multipliées, accumulent de profondes raisons de lutte.

C'est à partir de telles manifestations que les travailleurs recommenceront à se serrer les coudes face à l'exploitation capitaliste.

A bas les 2 % ! A bas la défense nationale capitaliste qui provoque la misère, le chômage, la guerre !

plus grand secret. Les honorables barbons républicains de la « Confédération française de secours à l'Espagne » se donnent pour tâche « d'exiger du gouvernement le rétablissement du droit international pour permettre au gouvernement espagnol d'assurer la sauvegarde de sa population et l'indépendance de l'Espagne ». Et le sénateur Cachin d'approuver ces hypocrisies juridiques, avec lesquelles les démocraties bourgeoises ont juridiquement voilé leur hostilité foncière à l'Espagne ouvrière.

Comment d'ailleurs Cachin s'indignait-il puisque la résolution présentée par Henri Reynaud au Comité Général de l'U. D. de la Région Parisienne se contente, elle aussi, de parler d'imposer (un jour à l'avenir, quand il sera trop tard), l'ouverture (par Daladier) de la frontière. Dans cette situation tragique, il ne propose rien, sinon ce qui a été fait sans résultat, depuis deux ans. Au moment où les heures comptent, ni la Fédération des Métaux ni celle des Cheminots, ni celle de l'Alimentation, n'ont un mot pour dire : En 1936, dans l'aviation, des ateliers ont fait des heures supplémentaires pour l'Espagne. Aujourd'hui travaillez d'arrache-pieds pour empêcher la défaite. Les usines d'aviation, d'armement doivent tourner pour l'Espagne.

Non, ils se contentent de résolutions et d'articles de phrases et de discours. Dans le fond, le sort de l'Espagne leur importe peu ; ce qui compte c'est de ne faire aucune peine à l'impérialisme français.

Même spectacle de l'autre côté des Pyrénées. On lira par ailleurs des notes prises sur place qui montrent avec quel cynisme les sphères bourgeoises et gouvernementales ont préparé la défaite. Contentons nous ici de souligner l'aspect le plus général, celui qu'il est possible de saisir au travers, même, de la grande presse.

La misère et la famine la plus atroce régnaient depuis des mois à Barcelone ; la plupart des gens n'ont pas vu de viande depuis des semaines. Les privations ont ruiné la capacité de résistance de la population civile. Mais ce qui ruine plus encore sa résistance, c'est qu'elle sait que non seulement le

gouvernement se refuse à réprimer le commerce clandestin, les achats illicites des milieux bourgeois et gouvernementaux, mais — encore qu'il existe des quantités d'accapareurs, d'agileurs, de stockeurs, que chaque bourgeois a ses réserves abondamment garnies et que cette canaille est non seulement tolérée, mais encore protégée par le gouvernement Négrin, qui compte sur elle pour entretenir de bonnes relations avec Londres et Paris.

La terreur n'a pas cessé de régner à Barcelone depuis Mai 37. Le « Temps » écrit que tous les réfugiés catalans se plaignent de la terreur que font régner les *Castillans* sur le territoire de la *généralité*. Plaintes de bourgeois, certes, effrayés par les rigueurs de la guerre civile ; mais aussi plaintes d'ouvriers révoltés par les agissements criminels du service d'informations militaires, le *Guepéo* espagnol dirigé par des officiers russes. Sa tyrannie devient intolérable, que beaucoup finissent par croire que celle de Franco ne serait pas pire.

Par contre, pleine mansuétude pour les gros bourgeois qui sont revenus depuis quelques mois à la vie politique en Catalogne. Le *Temps* du 29 Janvier nous apprend que M. Bertrand de Quintana, secrétaire de l'ancienne Municipalité de Barcelone, demeuré après le départ des autorités républicaines, a été promu au rang de secrétaire politique du Ministère de l'Instruction Publique. On ne peut, dès lors, que répéter : ou le ministre Négrin était composé d'aveugles et d'imbéciles qui ont laissé ce monsieur mener à bien un travail de sabotage ; ou bien c'est un ministre de coquins qui couvraient son activité. A moins qu'ils ne soient l'un et l'autre : coquins et imbéciles.

Fanfaronnades, imbéciles également, les affirmations de Négrin, sur les troupes fraîches et le matériel neuf. Il est possible que les gouvernements aient réussi à faire passer quelques milliers d'hommes et quelques pièces d'artillerie de Valence en Catalogne, par mer. Mais en vérité, il ne peut s'agir que d'un alibi. A la vérité, depuis des mois et des mois le gouvernement disposait de deux millions de bras pour organiser la défense de Barcelone.

(Voir suite page 3)

7717

VENDREDI
 3 FÉVRIER 1939

1^{re} Année — Numéro 107

Le Numéro : 0 fr. 75

RÉDACTION - ADMINISTRATION

15, passage Dubail
34, boul. Magenta, Paris (10^e)

ABONNEMENTS :

France et colonies : 1 an, 30 fr.,
6 mois, 16 fr. ; 3 mois, 8 fr.
Etranger : 1 an, 40 fr. ; 6 mois,
20 fr. ; 3 mois, 10 fr.

Compte chèque postal : Rousset
2247-23 Paris.

Comment ils ont livré

BARCELONE...

Nous publions ci-dessous quelques notes qui nous sont transmises par un camarade de la Section bolchevique-léniniste d'Espagne, datées de Gironne, le 27 janvier, après la prise de Barcelone.

Nous pensons pouvoir fournir des informations beaucoup plus détaillées la semaine prochaine.

Le 26 janvier devait avoir lieu le procès contre Munis et Carlini, à Barcelone. Négrin se préoccupait plus de la répression contre les ouvriers révolutionnaires que de la résistance réelle à Franco.

Dans les jours qui précèdent, les officiels déclaraient ouvertement « qu'il ne fallait pas s'inquiéter de la situation militaire ». Ils affirmaient que des divisions françaises avaient déjà franchi les Pyrénées, pour aider les troupes catalanes.

En 48 heures, la panique gagna les dirigeants du Front populaire. On apprenait, par exemple que Cardero, député socialiste, quittait la ville en auto : « On peut donc encore être tranquille pour huit jours... ». Telle était la confiance dans les chefs...

Le mardi, les prisons s'ouvrirent. Tous les membres du Comité Exécutif du P.O.U.M. furent mis en liberté, ainsi que notre camarade Carlini, qui se trouvait à la Carcel de Estado.

Munis, après une grève de la faim, avait été transporté à Montjuich, la forteresse dirigée par la S. I. M. (2^e Bureau espagnol). Nous ne savons pas s'il a été libéré, massacré ou livré à Franco.

En général, tous les prisonniers antifascistes, poumistes, anarchistes ou bolcheviques-léninistes, étaient les plus ardents à préconiser la résistance, la défense.

La direction du Front populaire resta muette. La C. N. T. se plaça aux ordres du gouvernement, qui, en reculant vers la frontière française, espérait le soutien des troupes de Gamelin. Chacun sentait cela : Del Vayo allait organiser la « résistance »... à Paris. Négrin comptait sur Paris et Londres, non sur Barcelone ouvrière. L'évacuation n'eut pas un caractère organisé. Soldats et civils se repliaient dans le même désordre. Les unités étaient désorganisées, et les différents échelons du commandement avaient perdu tout contact. La trahison de Malaga se reproduisait : les chefs étaient les premiers à la retraite.

Le caractère de classe de l'évacuation était typique : les riches, les hauts fonctionnaires, les gratés, parlaient en auto, emportant des vivres, de l'argent. Les ouvriers, les femmes, les pauvres allaient à pied, le ventre creux, dans des souffrances indicibles.

Les volontaires internationaux, plus de 10.000 dans plusieurs camps, furent repliés en désordre, sans directions. Plusieurs bataillons se reformèrent spontanément et voulurent marcher vers le front Barcelone, même sans arme. En eux vit encore le sentiment internationaliste. Ils en furent dissuadés par des colonels staliniens, les traitant de « trotskystes », de « cinquième colonne », débâillant aux ordres du gouvernement. Honte !

La famine était presque totale. Mais elle frappait les pauvres. Il y avait des stocks pour la haute bureaucratie. Tout était réglé par le marché clandestin, ou le troc se pratiquait. A la campagne, il y avait un peu plus de ressources que dans la ville.

Aux îles de Barcelone, quelques groupes se battirent contre les avant-gardes de Franco, de leur propre gré. Mais les Gardes d'Assaut restèrent jusqu'au dernier moment postés dans les rues pour empêcher un soulèvement ouvrier. Un soulèvement ouvrier pouvait seul sauver la ville. Mai 37 avait écorché Barcelone ouvrière : Franco pouvait avancer ; le soulèvement ne se produisit pas. La classe ouvrière avait été détournée de ses buts, exploitée. Elle aurait voulu se battre pour ses buts, pour ses conquêtes : le commandement lui offrait de se battre pour « couvrir la frontière française »...

Au lieu de décréter la libération du Maroc espagnol, d'attacher les Maures à la cause de l'émancipation, Négrin tenta de ressusciter l'esprit de bataille du Cid Campador contre les Arabes. La population haïssait les Maures. Refusant vers les frontières françaises, symbole de « démocratie » et de « liberté », elle se heurta à des cordons de « Sénégalais », fuyant les Maures esclaves de Franco, elle se heurtait aux consignes des Soudanais, esclaves de la France. Tout le tragique dilemme est là.

Barcelone, la ville des barricades, mourut sans barricades. Les bombardements des jours précédents avaient transformé la vie. Les « juntas » de la C. N. T. se réunissaient dans les différentes localités. Elles attendaient des directives du centre, qui n'arrivaient pas. La passivité, la politique opportuniste des derniers mois portait ses fruits. L'initiative locale était brisée. On décidait de se replier...

Il n'y avait plus de journaux, plus de radio (celle-ci, trahie, censurée, dirigée par Négrin auparavant). Aucun état-major ouvrier ne put disposer du minimum de moyens pour parler aux masses, sortir des tracts, organiser, regrouper, galvaniser la résistance. Le parti stalinien, identifié

avec les cadres de l'armée et Négrin, attendait le résultat des négociations de Del Vayo.

Mais la non-intervention fonctionnait bien... Sous les poussées de Franco, on se repliait...

Inutile de parler de la cohue en retraite, la misère en fuite. Tout ce qui a auto et essence passe devant. Personne n'ose dire qu'on cherche la frontière. On va « plus loin ». Combien de cadavres, d'agonisants, sur les routes ? L'aviation fasciste mitraillait les grandes voies. Les petits chemins sont encombrés. A Barcelone, les barques, les chalutiers, sont pris d'assaut.

La police russe, les terroristes de mai, débâillèrent dès mardi. Ils durent détruire des archives en masse, et ouvrir les prisons officielles. Mais dès samedi, un certain nombre de prisonniers avaient été transférés à l'arrière ; des otages fascistes ?

On nous communique :

Le Club Populaire du Cinéma qui avait inauguré son activité au printemps 1938, a préparé une nouvelle série de séances mensuelles, dont la première aura lieu le mercredi 22 février à la Salle Poissonnière (7, rue du Faubourg Poissonnière, 9).

Le Club Populaire du Cinéma s'est donné pour tâche de faire connaître au public populaire les œuvres les plus marquantes, socialement ou artistiquement, du cinéma ancien et nouveau, œuvres, la plupart du temps, escamotées par la censure ou les directeurs des salles.

Fidèle à ce programme, le Club présentera le 22 février un film soviétique récent du plus haut intérêt et qui ne passera pas dans les salles publiques.

La séance sera réservée aux adhérents du Club et commencera par la projection d'une savoureuse satire des milieux militaires, œuvre du cinéma allemand d'avant Hitler.

Dans ce petit triangle dont Figueras est le centre, se maintiennent malgré tout de grands espoirs. Le 19 juillet, les paysans s'y emparèrent de la terre. Ils craignent les représailles. Mais dans les villages, déjà les fascistes relèvent la tête. Oui, même de là, la révolution pourrait se relever ; mais il lui faudrait vaincre la duperie odieuse, affirmer qu'on se bat pour des conquêtes révolutionnaires, les assurer. Au lieu de cela, Négrin passe le dernier nœud coulant au cou du prolétariat espagnol, n'est plus qu'un pion entre les mains de Paris et de Londres.

Une série de camarades bolcheviques-léninistes se trouvaient dans le camp des volontaires qui devaient être rapatriés en Amérique Latine. Par lui-même, il parvint près de la frontière. La police déclara aux hommes : se débrouiller... la montagne...

LISEZ
La leçon de l'Espagne
dernier avertissement
par
Léon TROTSKY

La victoire du Front Populaire Chilien

Juste au moment où, en France, l'expérience du Front populaire démasquait crûment sa trahison des intérêts de la classe ouvrière, les masses travailleuses du Chili tombaient à leur tour sous la sujétion de la pitoyable tromperie stalinienne sans même soupçonner que cette victoire, qu'elles célébraient aujourd'hui comme la leur, n'est rien de plus que celle des forces réactionnaires et fascistes qu'elles croient avoir vaincues, faisant ainsi un pas en avant sur le chemin de leur libération définitive.

Le Front Populaire qui vient de triompher au Chili, n'est pas le premier formé en Amérique du Sud. Ce titre appartient à celui organisé au Brésil en 1935, sous le nom d'Alliance Nationale Libératrice, dirigée par le stalinien Luis Carlos Prestes. Lancée dans l'aventurisme politique, l'A.N.L. du Brésil dirigea une révolte putschiste en novembre 1935, ce qui provoqua son écrasement et fut à l'origine de l'actuelle dictature de Getulio Vargas. L'expérience du Chili, qui est la deuxième dans son genre dans le Nouveau Continent, a suivi un autre chemin, mais sa fin ne sera pas différente de l'autre et, tôt ou tard, elle peut donner naissance à une nouvelle dictature, en l'occurrence celle du général Carlos Ibanez del Campo, ex-tyran de son pays et aspirant récidiviste.

La victoire du front populaire est-elle une victoire de la gauche ? C'est ce que disent ses initiateurs et que proclament démagogiquement ses dirigeants. Néanmoins, si l'on examine attentivement l'histoire de sa formation et les caractères de ses affiliés, l'on voit crûment que la victoire du front populaire n'est rien d'autre que le triomphe de la réaction, malgré toute la vague phraséologique démagogique avec laquelle ses chefs tentent de le cacher dans le but de continuer à tromper la masse travailleuse dont on veut, sous l'inspiration des traîtres avérés « socialistes » et « communistes », qu'elle continue d'avoir confiance en eux et qu'elle se prête, en dernier lieu, à des machinations qui ne favorisent que ses pires ennemis.

Le Front Populaire eut au Chili un long accouchement. Son origine date des débuts de 1936 et est comme précédéeur un bloc de gauche formé par divers partis comme le parti radical-socialiste, socialiste et la social-démocratie « trotskyste », de Hidalgo, prétendument « trotskyste », à l'action et membre enthousiaste du Front Populaire. Plus tard, cette combinaison se complète avec la participation des staliniens et du parti radical qui jusqu'alors avait collaboré au gouvernement du dernier président Alessandri et qui hésita longtemps entre la continuation de cet appui ou l'adhésion au Front Populaire, ce qui est une claire expression de sa position... de gauche.

Organisé sur cette base, le Front Populaire qui avait pour leit-motif

« Le Chili aux Chiliens » analogue à celui adopté par les fascistes français (...et le P.C.F. — N. du T.) : La France aux Français, se trouva devant le problème de découvrir un représentant satisfaisant les divers partis qui le composaient afin de l'opposer au candidat officiel Ross Samartaria. Le chef du Front Populaire était le colonel Marmaduke Grove, leader du parti socialiste et ex-dirigeant d'un soulèvement que se réclamait le socialisme, et qui triompha au Chili durant vingt jours en 1931. Le colonel Grove est dans ce pays la figure de gauche la plus populaire et son nom devait logiquement être lancé à cette occasion pour la candidature présidentielle. Cependant, les choses tournèrent autrement.

A la fin de 1937 arriva au Chili, après un long séjour d'exil en Argentine, l'ex-dictateur général Carlos Ibanez del Campo, massacreur d'ouvriers et vieil instrument de l'impérialisme yankee qui, en 1931, avait fui de son pays, chassé par un mouvement populaire qui le renversa du pouvoir. Dès son arrivée à Santiago, le général Ibanez fut proclamé candidat par le « parti Nasciste » (de nazi en allemand), extrême droite chilienne, bien connue aussi sous le nom de Parti National-Socialiste. Le général Ibanez accepta et depuis lors il se transforma en porte-drapeau du nazisme, mouvement qui, quelque temps auparavant, avait rompu avec les Allemands du Sud et offrait ses services à présent aux intérêts yankees comprenant que c'était la seule voie qui s'offrait à eux d'arriver au pouvoir au Chili. Immédiatement, si incroyablement que cela paraisse, quelques partis du front populaire le considèrent digne d'être leur propre candidat. Ce fut le cas du parti Radical socialiste et d'un fort courant du parti socialiste qui finit pas se détacher de celui-ci et s'organiser sous le nom d'Union Socialiste. Même les staliniens lancèrent un manifeste signalant le nom du général Ibanez comme le mieux indiqué pour être opposé au candidat officiel, Ross Samartaria.

Malgré toutes ces surprenantes décisions, Ibanez provoqua une énorme résistance parmi les masses travailleuses du Chili qui n'avaient pas oublié son action antiouvrière, et ainsi se trouva déjouée la manœuvre des fascistes et des staliniens. Ces derniers, craignant de perdre par un tel pas l'influence qui leur restait encore parmi le prolétariat chilien, firent marche arrière et appuyèrent le candidat radical Pedro Aguirre Cerda, conjointement avec le gros des forces radicales, tandis que l'union socialiste, le parti radical socialiste, le nazisme et d'autres fractions dont quelques groupes du parti radical, persistaient dans l'idée de maintenir la candidature du général Ibanez. De son côté, le parti socialiste appuyait apparemment la candidature de son chef Marmaduke Grove.

La bataille diplomatique autour de l'Espagne

Barcelone n'était pas encore tombée que déjà la bourgeoisie internationale entrerait définitivement la révolution espagnole et que, dans toutes les capitales, on élaborait des plans d'offensive diplomatique et militaire pour s'assurer la prépondérance en Espagne.

ROME

Hésitations

La première, l'Italie mobilisait 60 mille réservistes. Bien sûr, des services du comte Ciano affirmèrent qu'il ne s'agit là que d'une simple mesure administrative. Cependant personne n'est dupe. La mobilisation partielle italienne vise à appuyer les revendications de Mussolini en ce qui concerne l'Espagne.

Mais quel sera le contenu exact de ces revendications ? Mussolini exigera-t-il un mandat de fait sur l'Espagne ou bien ses revendications seront-elles plus limitées ? La grande presse a assez souligné que Rome n'a pas jusqu'à ce jour formulé de revendications précises pour que nous n'ayons pas besoin d'insister sur ce point.

Nous avons également déjà eu l'occasion de souligner que l'Italie est incapable d'assurer seule une solution au problème espagnol, parce qu'elle est incapable de fournir aux capitalistes espagnols les capitaux nécessaires à la remise en marche de l'économie, que c'était de l'Angleterre que Mussolini attendait une aide financière ; que Chamberlain n'ignorait pas avec quelle impatience la manne de la City était attendue à Rome et que, par conséquent, il lui était loisible de laisser Mussolini jouer les gendarmes si, en définitive, Londres ne pouvait pas ne pas tirer bénéfices de son entreprise. Il est clair que là est le motif essentiel des silences de Rome.

LONDRES

des concessions, mais...

Dans son discours de Birmingham,

Chamberlain a expliqué, en termes très généraux, mais qui ont été fort bien compris à Rome, ces deux aspects essentiels de la politique anglaise dans l'affaire espagnole.

Il a affirmé d'une part — en citant à l'appui les statistiques des nouvelles unités navales et aériennes construites en 1938 et en construction actuellement — que l'Angleterre s'opposerait à toute tentative de « domination du monde par la force » ; il a assuré d'autre part qu'il était prêt à comprendre leur point de vue (des autres peuples, de l'Allemagne et de l'Italie) et à satisfaire dans la mesure où nous le pouvons, leurs aspirations raisonnables, si elles ne sont pas en conflit avec les droits généraux des autres, la liberté et la justice.

Il se déclare ainsi prêt à satisfaire les revendications italiennes en Espagne, pourvu qu'elles soient modérées et pourvu qu'elles ne mettent pas en cause les intérêts anglais ni en Espagne même, ni en Méditerranée. Il ne faut en effet pas oublier que les concessions que Chamberlain est prêt à faire, ne sauraient comporter une menace de l'Italie sur les routes impériales anglaises. Mais, dans cette limite, il y a encore de la marge pour d'importantes concessions.

BERLIN

dans l'attente

Ce qui constitue la principale faiblesse de Rome, c'est le peu d'ardeur que met Berlin à soutenir ses revendications. La Lutte Ouvrière souligne la semaine dernière combien la politique extérieure de l'Allemagne serait hésitante dans la période à venir. Sans doute les articles incendiaires ne manquent pas dans la presse allemande ; les discours du Führer et de ses satellites ne manquent pas d'exalter la fraternité germano-italienne et de soutenir les revendications italiennes. Voici par exemple ce qu'écrit le Voel-

leischer Beobachter :

« De lourds obstacles barrent le chemin d'un rapprochement entre les « sœurs latines ». Ces obstacles sont bien catalogués : le pacte franco-soviétique, la question espagnole (Balears, Tanger, Maroc), le problème des émigrants italiens systématiquement excités contre le fascisme, le problème juif, Tunis, le chemin de fer de Djibouti, les tarifs du canal de Suez, les « aspirations naturelles » de l'Italie touchant Nice, la Corse, etc. »

La presse alarmiste crie aussitôt au scandale. Quelles revendications extravagantes ! Mais que l'on examine en détail cette liste de revendications et l'on verra qu'elle a bien plutôt pour but de limiter les aspirations italiennes. La répression contre l'immigration italienne en France ? Le gouvernement français la souhaite de tout son cœur. Le chemin de fer de Djibouti et plus Djibouti lui-même, les tarifs du canal de Suez et pas un contrôle sur le canal, ce sont là des formules modérées.

De même pour le problème espagnol. Si Berlin réclame pour l'Italie les Balears, Tanger et le Maroc espagnol, il explique par la même occasion que l'Italie doit renoncer à toute influence prépondérante en Espagne, et même à une alliance privilégiée. D'ailleurs une installation définitive de l'Italie en Espagne ôterait toute possibilité de jeu de bascule à l'Allemagne elle-même. Berlin a intérêt à une certaine indépendance de Burgos afin d'en faire alternativement un instrument de pression sur Rome, avec l'appui de Londres ou sur Londres avec l'appui de Rome.

Il convient de mettre en regard le soutien par Berlin des exigences coloniales de l'Italie et les commentaires de la presse allemande sur le débat de politique extérieure à la Chambre des députés.

C'est ainsi que la Deutsche Allgemeine Zeitung écrit : « M. Daladier a souligné l'importance de la notion d'Empire Français, pour laquelle on a une compréhension entière en Allemagne ; mais la France devra se rendre compte que l'est le sud-est de l'Europe ne peuvent plus être liés à la France par des traités artificiellement construits à Paris ». Autrement dit : l'Allemagne est prête à garantir (pour le moment) l'intégrité de l'Empire Français, donc à abandonner Mussolini dans sa campagne de revendications coloniales, si la France renonce définitivement aux restes de sa domination en Europe centrale.

Ainsi, l'Allemagne tente d'élargir la controverse diplomatique autour de l'Espagne à une discussion plus générale sur le statut européen et à une nouvelle tentative de souder plus étroitement le pacte des quatre grandes puissances européennes, bien évidemment contre l'URSS.

Significatif à cet égard est le commentaire de la Deutsche Allgemeine Zeitung sur le discours de Bonnet : « La France n'est pas encore mûre pour le pacte antikomintern, mais M. Bonnet n'a fait allusion à Moscou qu'en passant, c'est-à-dire la politique extérieure française ne peut pas avoir d'autre aboutissant que le pacte à quatre contre Moscou. En échange de l'assurance qu'elle aura les mains libres à l'Est, l'Allemagne offre sa garantie pour l'Empire Français, le maintien de la prépondérance anglaise en Espagne à condition que l'on offre à Mussolini quelques compensations. Tel est le plan de Berlin pour un nouveau Munich.

Tel est en somme le sens de la réponse d'Hitler à Chamberlain.

PARIS

Intervention ?... ou concessions ?

Ce n'est pas ainsi cependant que l'entend la bourgeoisie française. Nous avons la semaine dernière parlé de la campagne de la droite pour l'envoi d'un agent diplomatique à Burgos. Le concert continue et s'amplifie. Toute la presse de droite prend maintenant part au concert. Les « camarades du Feu » (?) ont recouvert Paris et la province d'affiches réclamant l'envoi d'un ambassadeur à Burgos.

On espère ainsi peser sur le général Franco, contrebalancer l'influence italienne, faire appel aux intérêts particuliers des capitalistes et des grands propriétaires fonciers espagnols, s'appuyer sur l'Eglise et au besoin sur les monarchistes contre les fascistes proprement dits, et aboutir sinon à l'élimination de l'Italie tout au moins à un compromis favorable.

Le gouvernement français cependant, dit le communiqué du conseil des ministres du 23, n'a pas envisagé l'éventualité de l'envoi d'un agent à Burgos. On ne saurait dire plus élémentairement que le gouvernement ne s'oppose pas à cet envoi, mais qu'il le juge prématuré. Il estime en effet qu'une pression diplomatique n'a, présentement, de sens que si elle est accompagnée d'une pression militaire.

A nouveau s'est posé devant lui le problème de l'intervention militaire en Espagne. La France impérialiste, menacée dans sa sécurité s'inquiète d'avoir à défendre une troisième frontière. Mais elle ne peut et ne veut agir qu'avec l'accord de Londres, dont

LIBORIO JUSTO.
Traduit de l'espagnol par L.L.

Nouvelles d'U.R.S.S.

LA CONSOLIDATION
DE LA DISCIPLINE

On sait que les dirigeants d'entreprises qui n'appliquent pas les récentes mesures prises pour la consolidation de la discipline au travail sont eux-mêmes passibles de sanctions et peuvent être déferés aux tribunaux.

La Pravda a publié les ordonnances de divers commissaires du peuple avec l'indication des sanctions prises contre le personnel dirigeant de plusieurs entreprises.

C'est ainsi que par des ordonnances du 16 janvier ont été suspendus de leurs fonctions 7 directeurs d'usines ou de fabriques, 7 chefs d'ateliers et 1 chef ou personnel. Plusieurs parmi eux seront en outre déferés aux tribunaux.

Plusieurs autres directeurs d'usines et chefs d'ateliers ont reçu des « blâmes sévères ».

Le 27 janvier des blâmes ont été distribués à 9 chefs d'ateliers ou de secteur (industrie du bâtiment et Postes), 4 directeurs et 10 chefs d'ateliers ou de secteurs ont été suspendus et pour la plupart doivent être déferés aux tribunaux.

On s'imagine sans peine les « améliorations de la discipline » que ces mesures vont accélérer dans les entreprises. Le zèle des chefs d'atelier et de leurs subordonnés menacés de toutes les foudres de l'Etat, va définitivement rejeter dans le domaine des souvenirs lointains la notion du travail « affaire d'honneur et d'héroïsme ».

LE 15^e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE LENINE

Le 21 janvier s'est tenu au Grand Théâtre de Moscou une assemblée commémorative du 15^e anniversaire de la mort de Lénine.

Dans la composition du présidium, deux absences étaient caractéristiques : celle de la veuve de Lénine, N. Kroupskaïa et celle du secrétaire général du Komsomol.

En ce qui concerne N. Kroupskaïa, il semble qu'elle est encore vivante et en liberté. Le jour de l'anniversaire, elle a publié un article sur l'organisateur d'Octobre dans l'organe des Syndicats soviétiques Tré d.

Mais Staline voulait sans doute lui épargner la douleur d'entendre glorifier à la tribune de l'assemblée commémorative les fossés d'Octobre comme les « continuations de l'œuvre de Lénine ». Plus simplement, il voulait l'écartier de la cérémonie afin que les participants oublient au moins le nom et le visage de la compagne de Lénine, puisqu'il est trop difficile de la faire disparaître par la même voie que les autres collaborateurs du chef de la révolution socialiste. C'est pourquoi aussi les organes centraux du gouvernement et du parti furent fermés à son article d'anniversaire.

Quant à l'autre absence, celle du « dirigeant » du Komsomol, elle est frappante parce que du temps de Kossarev, ce dernier était de toutes les cérémonies officielles. Mais, si Kossarev était un « protecteur d'ennemis du peuple », il cherchait encore à sauvegarder une apparence d'existence autonome au Komsomol.

Maintenant, différents faits publiés dans la presse de Moscou montrent que même ce semblant d'autonomie est rapidement supprimé. Les membres du parti sont tenus de contrôler constamment le travail des organisations parallèles du Komsomol, qui leur sont presque officiellement subordonnées. La présence du secrétaire général du Komsomol parmi les « dirigeants du parti et du gouvernement » à une cérémonie devient dès lors sans objet.

SUITE DE L'ÉPURATION DANS LE KOMSOMOL

C'est maintenant au tour du Kom-

les intentions sont bien arrêtées et qui continuent à préférer les concessions à la guerre immédiate pour pouvoir achever la mise en défense de l'Empire. La France se trouve ainsi frappée d'impuissance en face de Burgos : elle ne dispose d'aucun moyen de pression.

Dans cette situation qui rappelle celle de septembre, c'est encore à gauche, parmi les « républicains » et les « socialistes » que se trouvent les conseillers les plus machiavéliques. Le Parti Communiste se contente de faire appel à la fermeté de M. Daladier. Mais l'œuvre et Léon Blum ont leur solution.

Depuis plusieurs jours, sous des prétextes humanitaires et avec l'approbation des pacifistes du coin du feu et de la larme à l'œil, l'œuvre propose la création d'une zone neutre en Catalogne où l'on accueillerait les réfugiés sous la garantie internationale. En réalité l'opération peut avoir seulement deux résultats : réduire de moitié le territoire occupé actuellement par les gouvernements et briser définitivement toute possibilité de résistance de leur armée ; confier à un corps d'armée franco-anglais la police de cette zone neutre, exercer une pression militaire sur Burgos et au besoin profiter de quelque incident pour passer de la menace à l'exécution sous la couverture du droit international ; la zone neutre serait ainsi une fiction juridique destinée à remplacer celle de la non-intervention ; cette nouvelle fiction étant destinée à couvrir l'inter-

La formation professionnelle de la Jeunesse

Il y a quelques semaines la Fédération des Métaux a, dans une lettre pleine de déférence, attiré l'attention du Ministre de la Défense Nationale sur le fait que plusieurs dizaines de jeunes ouvriers ayant terminé avec succès leur stage d'enseignement professionnel à l'école du syndicat des Métaux de la Région Parisienne ne pouvaient trouver d'emploi malgré le besoin, dans toutes les usines d'une main-d'œuvre qualifiée. La Fédération des Métaux a ainsi attiré l'attention du grand public sur une entreprise dont les intentions apparaissent fort louables, mais dont la pratique ne nous dit rien qui vaille.

Les problèmes de l'apprentissage et de l'éducation professionnelle sont en effet dans la période actuelle de première importance. Une grande partie de la jeunesse laborieuse commence à participer à la production dans des branches d'activité sans avenir. Leur situation économique est donc très misérable et lorsqu'ils sont coupés de la production, ils sont en même temps coupés de la classe ouvrière, coupés de toute possibilité de défendre dans la lutte leurs droits à l'existence. Sans parler de ceux qui n'arrivent même pas à entrer, ne fut-ce que pour quelques mois, dans la production.

Or, dans le même temps on constate précisément que le développement du niveau technique de la production exige un nombre grandissant d'ouvriers spécialisés. Les branches les mieux outillées de la production française — comme l'aviation — manquent de spécialistes. L'enseignement technique — tel qu'il est actuellement organisé — vivant avant tout à fournir des manœuvres spécialisés.

Telles sont les deux raisons essentielles — raisons sociales et raisons techniques — de l'organisation de la production — qui exigent que soit résolu le problème de l'éducation professionnelle et de l'apprentissage. Et l'on ne peut que louer la Fédération des Métaux de s'être attaquée à le résoudre.

Seulement, la Fédération des Métaux a cherché non pas une solution qui élève les connaissances techniques de la classe ouvrière prise dans son ensemble et la mette ainsi dans de meilleures conditions de lutte pour élever son niveau de vie, elle s'est rabattue sur une solution partielle, qui n'a pu créer qu'un petit nombre de bons ouvriers qu'elle sépare ainsi de la masse des travailleurs. En admettant que les 200 jeunes ouvriers qu'elle a formés puissent entrer dans la production, elle en fait des privilégiés et par là-même, elle apporte un frein et une entrave à la lutte des ouvriers pour leurs revendications.

D'ailleurs on nous confirme de plusieurs côtés différents que ce n'est pas à autre chose qu'à visé la direction stalinienne de la Fédération des Métaux et que le résultat coïncide parfaitement avec les buts poursuivis. Les apprentis ont été recrutés dans leur quasi-totalité parmi les cadres des 5 régions parisiennes des J. C. Ce qu'on demande à ces jeunes c'est de se soumettre à un certain stage à l'usine afin de devenir des responsables (sic) syndicaux ou même des permanents. Ceci évidemment dans la ligne, c'est-

somol de la République du Tadjikistan.

Les deux secrétaires du Comité Central de cette organisation ont été relevés de leurs fonctions comme « incapables d'assurer la direction du Komsomol. Suivant la Pravda, du 26 janvier, les faits suivants étaient reprochés au C. C. du Komsomol du Tadjikistan :

« Changements constants des secrétaires de rayons, détournements dans certaines organisations du Komsomol, négligences, absence de critique du travail du C. C., retard dans l'examen des appels des exclus ».

vention militaire française comme l'autre à couvrir l'intervention italienne.

La difficulté est évidemment de faire consacrer cette fiction juridique par une autorité internationale. Sur ce point l'argumentation de l'œuvre rejoint celle de Blum et de Jouhaux, qui préconisent une conférence internationale dans laquelle seraient représentées toutes les grandes puissances.

En clair, il s'agit de faire appel à l'arbitrage de Roosevelt. Idée qui est d'ailleurs reprise par un démocrate éminent comme le très réactionnaire et très anti-soviétique Roland Dorgès, dans l'Intransigeant. Dans son message de Nouvel An, Roosevelt a menacé l'Allemagne ; il a poussé l'Angleterre à la résistance. Blum et consorts espèrent que dans une conférence internationale, il couvrirait les arguments « énergiques » de la France en face de Burgos et de Rome.

Ces Messieurs oublient simplement que Roosevelt n'agit qu'en fonction des intérêts de l'impérialisme yankee. A ce titre, l'affaire d'Espagne ne l'intéresse guère. Même une victoire de Mussolini ne signifierait pas une menace pour le capital américain. Dans ces conditions les habiletés de l'œuvre et du Populaire sont aussi vaines que les intentions énergiques du gouvernement. La France ne peut que suivre l'Angleterre dans les accommodements et les concessions.

H. MORRIS.

à-dire pour une politique d'organisation des défaites ouvrières.

Mais les ouvriers, même stalinien, n'aiment guères les dirigeants imposés par en haut. Ils veulent des dirigeants qui aient fait leurs preuves dans la lutte. Et voilà que la plupart des élèves de la rue d'Angoulême, fiers des avantages qu'on leur a procurés, n'entend pas du tout les perdre. Beaucoup s'accommodent du silence et de l'inactivité. On les a mis là pour freiner, ils commencent par se freiner eux-mêmes. L'argent des syndicats sert ainsi à introduire des poids morts dans le mouvement ouvrier.

Sur le terrain de l'éducation professionnelle, comme dans les autres domaines de la lutte revendicative, c'est seulement par une action de classe permanente que la classe ouvrière peut obtenir des concessions qui la servent. C'est à l'usine, aux frais des patrons, mais sous le contrôle technique et politique de la classe ouvrière que doit se faire l'enseignement professionnel. C'est ainsi seulement que l'éducation professionnelle permettra de diminuer la peine des hommes et d'augmenter leur bien-être. A une seule condition : c'est que la réduction de la journée de travail marche de pair avec le développement technique de la production.

Ce sont là autant de problèmes complexes sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir dans La Lutte Ouvrière et dans Révolution.

J. S. R.

Une brochure à répandre
éditée par les
JEUNESSES SOCIALISTES
REVOLUTIONNAIRES
« OU VAS-TU,
JEUNE TRAVAILLEUR ? »
Vie et lutte d'un jeune
Prix : 1 fr.
Commandes aux Publications
Populaires

Bulletin syndical

Le Bulletin Syndical n° 2 édité par la Commission Syndicale du P. O. I., paraîtra au début de la semaine prochaine.

Au sommaire :
L'évolution des revendications ouvrières vue au travers d'une usine : Lioré Olivier (Argenteuil-Clichy).
Le plan de la C.G.T. et les révolutionnaires.

Histoire de la lutte de tendance dans la Fédération des Techniciens.
Les jeunes et le syndicalisme, etc., etc.

Groupes du Parti et militants du Parti, passez vos commandes à Boitel, 15, passage Dubail, Paris (10^e).
Le numéro est vendu 1 franc.
Envoyer les fonds en timbres-poste.

La tragédie de Barcelone

(Suite de la 1^{re} page)

Pendant des mois il s'est contenté de rodements optimistes puis lorsque les minutes graves sont venues, ministres bourgeois et socialistes, policiers républicains et stalinistes n'ont plus songé qu'à fuir ; qu'à sauver leur peau, abandonnant sur place, les femmes les enfants, les vieillards, toutes ces familles de travailleurs qui n'avaient que leurs jambes affaiblies par le jeûne, pour se sauver. Ce n'est pas la classe ouvrière qu'ils ont voulu sauver du massacre, mais eux-mêmes, et eux seuls.

Comment s'étonner, dès lors, que Barcelone ait pu tomber ? Ce n'est pas seulement le manque d'armes qui a amené la défaite des gouvernements, c'est encore, c'est surtout le désarroi politique. Le prolétariat peut supporter la faim, résister à la tentation de manger à sa faim sous Franco, si ceux qui lui commandent acceptent de supporter la faim avec lui ; et ses dirigeants le bafouaient en se gobegeant.

Le prolétariat peut supporter les bombardements, mais à condition que ceux qui l'appellent à la lutte les supportent avec lui ; et voilà que les prêtres de la démocratie enfient en France pour ne pas entendre le son du canon. Le prolétariat peut même accepter que ses libertés soient momentanément réduites, si la bourgeoisie est muselée, si les traités sont impitoyablement frappés ; mais les traités sont installés dans les hautes fonctions. La différence s'estompe ainsi entre les démocraties et le fascisme ; au moins, finissent par penser les moins combattifs, sous Franco on aura de quoi manger et le cauchemar des bombardements sera terminé. Ainsi le Front Populaire a concrètement préparé la route au fascisme.

L'affolement, dès lors, s'empare des cercles dirigeants. Les derniers

La Politique Syndicale Léon Jouhaux pérore... Les juges bourgeois condamnent...

Les terrassiers résistent aux 45 heures

Samedi matin, 28 janvier, 5 à 6000 terrassiers étaient réunis à Japy par le syndicat pour manifester leur sentiment sur les 45 heures que les patrons et le gouvernement veulent instituer dans le bâtiment.

La volonté de lutte des terrassiers est grande. Mais la direction stalinienne du syndicat multiplie les efforts pour leur faire accepter les 45 heures. En principe Toudic, Arrachart sont contre les 45 heures, mais la situation est difficile et la non-acceptation des 45 heures provoquerait une recrudescence de chômage, les patrons sont lock-outés, les terrassiers seuls ne peuvent résister à l'attaque patronale et gouvernementale conjuguée.

Cette argumentation n'a pas eu l'assentiment de l'assemblée de Japy qui, à la grande majorité, a mis la direction syndicale en échec.

Donc retraite et manœuvre de cette direction. Nouvelle assemblée générale pour jeudi 2 février.

Que feront les terrassiers ? Se laisseront-ils lanterner une fois de plus par les dirigeants stalinistes de leur syndicat ?

Ils ne pourront résister que si les chantiers se réunissent, discutent, décident, élisent de nouveaux délégués. Une direction de lutte peut surgir de cette bataille.

Les militants révolutionnaires de la terrasse ont de l'audace, du courage, ils lutteront dans ce sens.

Assemblée Générale des PEINTRES

Jeudi, assemblée générale des peintres, discussion du rapport moral et financier.

De très nombreux camarades critiquent la politique et la gestion désastreuse du syndicat.

Pour le rapport financier, le résultat l'année dernière 13.000 adhérents et un important actif ; cette année, 1000 adhérents et 37.000 fr. de dette. De plus, le bureau a opéré un véritable détournement : 7.000 francs ont été

« Nous sommes encore incompris » a déclaré l'imperturbable Léon Jouhaux le dimanche 29 janvier aux assemblées du Comité Général de l'Union des Syndicats de la Région parisienne. Péroiraison de plus de deux heures, sous la présidence du staliniste Henri Raynaud.

Léon Jouhaux, secrétaire général de la C. G. T. depuis 1910, propagandiste des ministères d'union sacrée de la guerre imperialiste 1914-18, a pris le discours du ministre-labot Paul Reynaud pour étayer l'argumentation confédérale.

Mais par qui donc Léon Jouhaux serait-il incompris ? Selon la grande vedette confédérale, par les capitalistes.

Pourquoi donc Léon Jouhaux — si estimé du Lambert-Ribot du Comité des Forges — se plaint-il d'une solidarité incompréhension des financiers, des industriels, des exploités capitalistes ? Parce que « ce n'est pas nous qui refusons la collaboration, ce sont nos adversaires qui la rendent impossible. Ils refusent le droit à la parole à la classe ouvrière » a précisé le secrétaire général de la C. G. T.

Cependant, comment Jouhaux pourrait-il expliquer la récente décision de la Commission administrative de la C. G. T. qui autorise les dirigeants syndicaux à siéger au Conseil National Economique, cet organisme de collaboration des classes ?

Jouhaux considérerait-il que ces dirigeants n'expriment pas le sentiment de la classe ouvrière puisque « nos adversaires » lui « refusent le droit à la parole » dans la collaboration ? Si cela était, pour la première fois nous serions d'accord avec Jouhaux.

Pour le pérorateur confédéral, comme pour ses collègues bureaucratiques syndicaux, il s'agit de tout autre chose. Ils essaient de présenter les actes pratiques de collaboration avec les capitalistes comme les résultats de l'action confédérale déterminant un recul de la bourgeoisie. Le désarmement idéologique et pratique des travailleurs poursuivi sans arrêt par les tenants du stalinisme autorise cette tromperie, la nécessité.

La préparation des cadres syndicaux à la propagande pour le plan vise à créer, à consolider, l'esprit de

détournement sur la caisse de solidarité, qui est absolument indépendante.

Après 3 heures de discussion, les stalinistes s'opposent au vote et déclarent que les élections jugeront. Les stalinistes firent étendre pour s'opposer à la volonté de la majorité qui réclamait un vote !

corps de l'appareil syndical, à le détacher de la masse en tant que couche privilégiée et régnante dans le mouvement ouvrier. La situation de recul ouvrier, accentuée tous les jours, détermine dans la bureaucratie syndicale des réflexes d'auto-conservation : elle s'accroche désespérément à la collaboration dans les organismes de l'état bourgeois pour tenter d'y jouer son rôle... au nom de la classe ouvrière.

Les mots d'ordre du plan de la CGT eussent été popularisés dans les masses ouvrières aussitôt juin 38, celles-ci les auraient, dans leurs luttes, transformées en réalisations effectives contre la classe capitaliste, contre son régime. Mais Jouhaux et ses séides auraient été contraints à se démasquer rapidement, à un niveau politique élevé des luttes, devant les masses ouvrières. Car les bonzes confédéraux s'acharnent — contre tous les enseignements des faits sociaux des dernières années — à vouloir créer l'illusion d'une possible rénovation du régime capitaliste décadent.

Alors que les nationalisations des industries — clés, des banques... seront ou ne seront pas, suivant que la classe ouvrière interviendra ou n'interviendra pas pour imposer son contrôle et son pouvoir sur la société pour la révolutionner et la transformer en société socialiste.

Effrayante perspective pour les bonzes de notre C. G. T. qui, en fonction de leur attachement à la défense du régime bourgeois, ne conçoivent que l'illusoire réfection de ce régime d'exploitation de l'homme par l'homme, de misère, de boue, de sang et de guerre.

Ainsi tandis que Jouhaux pérore sur le plan, à Clermont-Ferrand les juges bourgeois condamnent, pour faits de grève, à 6 et 8 mois de prison les secrétaires de l'Union des Syndicats du Puy-de-Dôme, à 18 mois de prison et 5 ans d'interdiction de séjour le secrétaire de la section syndicale de chez Michelin.

Ainsi tandis que Jouhaux bavarde avec emphase sur le plan, à Paris les juges bourgeois étouffent les agissements fascistes contre la classe ouvrière et libèrent les responsables.

Les juges bourgeois appliquent la justice de leur classe.

Léon Jouhaux, Henri Raynaud, Bélin, Frachon... collaborent avec la classe des juges bourgeois de Clermont-Ferrand et d'ailleurs.

A bas la répression bourgeoise !

A bas la collaboration des classes ! Vive la lutte des classes ! répondent les travailleurs révolutionnaires. Plus de pérorateurs à la tête de nos organisations syndicales !

BOITREL.

Ce qu'il faut lire

"VIVRE LIBRE"

Cahiers irréguliers rédigés par Jean GIONO

Précisions

DÉJÀ PARU :
LÉTRE AUX PAYSANS SUR LA PAIX (7 fr. 50)
4fr. 50 GRASSET

LÉON TROTSKY

APRES MÜNICH

UNE LEÇON TOUTE FRAICHE
(Sur la question du caractère
de la guerre prochaine)

1 broch. 24 p. - 1^{er} - Publications Populaires

Trotsky réfute les allégations de la presse réactionnaire américaine

LEON TROTSKY détruit une fois encore les calomnies du « Daily News » de New-York.

Le Daily News de New-York a ouvert une campagne d'infamies attaquant les ouvriers mexicains à propos de la politique d'expropriation poursuivie par le gouvernement mexicain. Une série d'articles d'un certain Fred Pasley représente le Mexique sous les ordres « de l'anarchie et des rouges ».

Dans divers éditoriaux, le Daily News a accusé, dans de récentes circonstances, Léon Trotsky de détenir le pouvoir réel à Mexico, derrière le Président Cardenas. Pasley envoyait une liste de questions à Trotsky, auxquelles celui-ci accepta de répondre à condition que le Daily News, en échange, s'engageât à publier la réponse en entier. L'interview parut dans ce journal au début de janvier. Voici les réponses de Trotsky à Pasley :

1. Le « Daily News », dans un éditorial publié le 29 octobre 1933, dit notamment que « Trotsky est un ami et conseiller de Cardenas », et que, par conséquent, vous apparaissez derrière les expropriations des concessions pétrolières au Mexique. Votre avocat, M. Albert Goldman a exigé que le D. N. rétractât son éditorial. Voulez-vous, s'il vous plaît, déclarer vos vues personnelles sur la véracité ou la fausseté de ces allégations ?

2. On a fréquemment laissé entendre dans la presse quotidienne des Etats-Unis, probablement parce que le gouvernement Cardenas vous donna asile, que vous fûtes l'inspirateur de plusieurs actes politiques du président Cardenas ; qu'il vous a fréquemment consulté, spécialement en ce qui concerne la politique agraire ainsi que la prise de l'industrie aux mains du gouvernement pour le profit des travailleurs. Est-ce vrai ?

Réponse. — Du moment que votre rédaction s'est engagée par télégraphe à reproduire intégralement mes réponses, je réponds volontiers à vos questions. Les rédacteurs du D. N. se sont exprimés dans leurs articles sur le Mexique, son gouvernement et ma prétendue participation dans la politique mexicaine avec une louable franchise qui ressemble à de la brutalité. Je m'efforcerai cependant d'éviter la brutalité, sans manquer à la franchise.

Je n'ai jamais rencontré Cardenas. L'affirmation du D. N. (29 oct. 1933) que Trotsky est « un ami et conseiller de Cardenas » est absolument fautive. Je n'ai jamais eu l'honneur de rencontrer le général Cardenas ou de parler avec lui. Je n'ai eu aucune relation avec lui par échange de lettres, sauf celles concernant le droit d'asile. Je n'ai eu et je n'ai de relation aucune, directe ou indirecte, avec aucun autre membre du gouvernement. Je n'ai entrepris et je n'entreprends à présent aucune activité politique liée à la vie interne du pays, si nous ne considérons pas mon action tendant à démasquer les calomnies répandues ici contre moi par les agents de Staline. Enfin, le programme de la Quatrième Internationale, que je défends, est très loin de celui du gouvernement mexicain.

Il n'est pas difficile de comprendre, par ailleurs, que le gouvernement mexicain, préoccupé du prestige de son pays, ne rechercherait jamais le conseil d'un immigré étranger. J'ai connu les lois agraires — ou autres — du gouvernement mexicain, par les journaux, exactement comme la majorité des autres citoyens.

Sur la base de quels faits votre journal est-il arrivé à ses conclusions ? De toute évidence, sur la base du simple fait que le gouvernement du général Cardenas m'accorda le droit d'asile. N'est-ce pas monstrueux ? En 1916, je fus expulsé d'Europe comme républicain de ma lutte contre la guerre impérialiste et je trouvai asile aux Etats-Unis. Sans aucun passeport, sans aucun visa, sans aucune absurde et humiliante formalité ! Vos fonctionnaires de l'immigration s'intéressaient à ce que je n'eusse pas de trachome, mais étaient étrangers à toute préoccupation concernant mes idées. Et pourtant, il y a vingt-deux ans, j'ose vous l'assurer, mes idées étaient aussi mauvaises qu'à présent. En ce temps-là, il ne serait venu à l'idée de personne d'en conclure que le Président Wilson m'avait donné le droit d'asile en vue d'utiliser mes « conseils ».

LE DROIT D'ASILE

Vous objecterez peut-être que c'était dans le lointain passé, quand les Etats Unis n'avaient pas encore été émancipés des vestiges de la barbarie ; et que la présente éclosion de civilisation commença seulement après la grande émancipation : la guerre pour la démocratie ; la guerre que nous avons gagnée ; la civilisation démocratique a atteint à présent, selon toutes apparences, un tel épanouissement que le simple fait que le gouvernement mexicain m'accorda le droit d'asile provoque cette hypothèse : ce gouvernement, évidemment, sympathise avec les conceptions de Trotsky.

Permettez-moi néanmoins de remarquer que le fait de garantir le droit d'asile à ses partisans n'est pas en soi la démocratie ; c'est fait par Hitler, par Mussolini, par Staline. Ce fut le cas dans le passé du Tsar de Russie et du Sultan Turc.

Le principe du droit d'asile, si nous le considérons sérieusement, suppose aussi l'hospitalité à l'égard des adversaires politiques. Je me permets de penser que le gouvernement du gé-

ral Cardenas m'accorda l'hospitalité, non pas par sympathie pour mes conceptions politiques, mais par respect pour les siennes propres.

3. M. Henri J. Allen, ancien gouverneur du Kansas, visita Mexico au début de 1936 ; il accompagna un groupe de touristes américains à votre résidence à Mexico.

Il écrivit ensuite, entre autres : « à travers toute l'Amérique latine, durant ces dernières semaines, Cardenas a envoyé des émissaires prêchant les mots d'ordre de confiscation... Il est aisé de deviner qui le lui a appris. Trotsky... Lombardo Tolédano, qui alla en Russie pour étudier le système soviétique et qui est un partisan de Trotsky, etc... »

M. Allen répéta en substance ces accusations récemment à New-York. Je vous prie de statuer sur la fausseté ou la véracité de ces accusations.

Réponse. — J'ai répondu aux insinuations de M. Allen dans l'hebdomadaire mexicain Hoy et vous avez la possibilité d'utiliser complètement ma réponse aux articles et discours de M. Allen ; dans la mesure où ils concernent ma vie et mon activité au Mexique, il n'y a pas un mot de vérité.

Vous-mêmes, vous notez dans votre question l'assertion de M. Allen que Lombardo Tolédano, secrétaire des organisations syndicales, serait mon « partisan ». Au Mexique, cette phrase est seulement capable de provoquer un rire homérique, peut-être pas très flatteur pour la réputation de l'ex gouverneur du Kansas. Il me suffira de dire que mon curieux « partisan » répète systématiquement dans ses discours et articles que je suis en train de préparer... le renversement du gouvernement du général Cardenas. Quelle base a-t-il pour de telles affirmations ? La même que votre journal. Quel est son but ? D'obtenir que l'on me remette entre les mains du Guépéou. J'ai proposé à M. Tolédano qu'une commission impartiale fût créée pour la vérification publique de ces déclarations. Tolédano bien entendu, évita de répondre. Je suis prêt à lancer la même proposition à l'adresse de l'ex gouverneur Allen. Lui aussi bien entendu fuira la réponse. Tolédano et Allen ne sont pas identiques, mais au moins symétriques, en ce sens qu'ils se trouvent à la même distance du méridien d'exactitude.

4. Votre avocat, M. Albert Goldmann, selon le journal de Mexico Excelsior, aurait dit que l'instigateur de ces éditoriaux publiés dans le Daily News est un correspondant étranger vivant ici, (New-York, N. d. T.) et qui a des connections avec les communistes des Etats-Unis et du Mexique ?

Pour autant que M. Goldmann ait publiquement porté cette accusation contre le « Daily News », puis-je avoir le nom du « correspondant étranger » ?

Réponse. — Oui, je suis informé que la personne qui informa les Daily News à propos de ma prétendue « participation » à l'action gouvernementale du Mexique est un membre du Parti Communiste des Etats-Unis. Vous savez combien il est difficile dans de tels cas de présenter des preuves juridiques même si les faits sont incontestables. Cependant, il ne sera pas difficile à votre rédaction de vérifier l'exactitude de cette information. Deux groupes existent, également intéressés à faire des insinuations qui ont été reproduites dans votre journal dans une série d'articles : d'une part sont les capitalistes, mécontents du gouvernement mexicain et désireux de présenter sa politique comme du « communisme étranger » ; d'autre part, se trouve le Guépéou qui voudrait compromettre mon droit d'asile au Mexique. La combinaison des efforts entre ces deux groupes est absolument possible ; eux non plus ne sont pas identiques, mais symétriques.

5. Il a été déclaré publiquement à New-York que votre séjour à Mexico est financé par un groupe d'anti-staliniens de New-York. Veuillez déclarer la fausseté ou la véracité de cette assertion.

Réponse. — La source de mes revenus est mon travail littéraire. C'est tout ! Mais il est absolument vrai que mes amis des Etats-Unis, aussi bien que d'autres pays, viennent avec dé-

vouement à Mexico en vue de m'aider dans mon travail et de me protéger contre les tentatives possibles d'assassinat. Ils le font de leur propre initiative, sacrifiant volontairement leur temps et leurs moyens ainsi que ceux de leurs amis. Ils firent ainsi quand ils étaient en Turquie, en France et en Norvège. Ils le firent alors et le font à présent, non pour moi personnellement, mais pour les idées que je représente. Il est évident que ces idées ont une force attractive.

6. L'« axe » Rome-Berlin-Tokio est-il un bienfait pour la paix du monde ?

Réponse. — Bien entendu, l'« axe » Rome - Berlin - Tokio est une menace pour la paix. Mais c'est seulement du côté du danger de guerre. Pour faire la guerre, au moins deux belligérants sont nécessaires. Les guerres contemporaines naissent de l'irréconciliable des intérêts impérialistes. Sur les mêmes rails de notre planète, des trains sont dirigés l'un contre l'autre, lourdement chargés d'avidité et de haine. Bien entendu, la collision est inévitable. Quel ingénieur sera plus « coupable », ou moins, ce fait n'a nulle importance. Coupable est le régime d'impérialisme qui concentre la richesse des nations et de l'humanité dans les mains de quelques monopoles. Il est nécessaire de mettre fin à ce régime de monopole ; il est nécessaire d'exproprier les expropriateurs.

LEON TROTSKY.

P. S. — En recevant votre journal du 10 décembre, je dois faire cet additif à ce que j'ai déjà dit.

Quant le Daily News affirme que je fus l'inspirateur des mesures d'expropriation du gouvernement mexicain, il n'y a en cela nulle calomnie. C'est simplement faux. Mais votre journal a lancé à présent un deuxième rapport qui, tout en étant mensonger, présente en même temps une calomnie. Les Daily News affirment que le pétrole mexicain est envoyé au gouvernement allemand par suite de mes conseils et que, au surplus, mon but est de causer des dommages à Staline. Les Daily News prennent ici en leur nom le lancement de cette version qui traversa comme un ruban jaune tous les procès de Moscou. La Commission

d'Enquête Internationale, sous la présidence du Dr John Dewey, a déclaré que les accusations de Moscou sont des provocations.

Les éditoriaux de votre journal ne peuvent pas convertir une provocation camouflée en vérité.

A qui le gouvernement mexicain vend-il du pétrole ? C'est sa propre affaire. Je n'ai rien à dire à ce propos. J'ajouterais seulement que les « démocraties » ont un moyen très simple de concentrer le pétrole mexicain entre leurs mains ; ils n'ont qu'à l'acheter. Aussi longtemps que la Grande-Bretagne, par exemple, boycotte le pétrole mexicain, elle oblige le gouvernement mexicain à vendre du pétrole à l'Allemagne, l'Italie ou au Japon. Le gouvernement Chamberlain apparemment a plus à cœur les intérêts des magnats du pétrole que les intérêts de la défense nationale, sans parler des intérêts de la « démocratie ». Mais ce n'est pas tout. Quand les maîtres du destin au sein des grandes démocraties donnent à Hitler la Tchécoslovaquie en cadeau d'anniversaire et ensuite manifestent du mécontentement vis-à-vis du gouvernement mexicain qui vend du pétrole à quiconque désire en acheter, il est impossible de ne pas dire qu'il y a l'hypocrisie surpasse toutes les bornes admissibles et devient ainsi stupide et ridicule.

Mais je suis préoccupé à présent par un autre aspect de la question. L'affirmation que grâce au pétrole mexicain, je veux aider Hitler à remporter une victoire sur Staline n'est pas seulement un mensonge, mais aussi une calomnie. L'URSS et Staline ne sont pas la même chose. Je suis un adversaire de Staline, mais non de l'URSS. La tâche de renverser la dictature parasite et réactionnaire de l'oligarchie stalinienne, c'est la tâche des ouvriers et paysans russes. Ils ne peuvent charger Hitler de cette tâche. Hitler est seulement l'agent perfide de l'impérialisme allemand. La victoire à Hitler signifierait un horrible esclavage économique, politique et national pour tous les peuples de l'URSS et, par-dessus tout, la restauration des droits du capital privé. Ou bien peut-être, croyez-vous que je défends l'expropriation des ressources du pétrole seulement au Mexique ? Non, défendez la nationalisation des moyens de production réalisée par la Révolution d'octobre — contre Hitler aussi bien que contre tous les autres impérialistes — je considère cela comme le devoir élémentaire de tout socialiste, à commencer par moi-même.

L. T.

Coyoacan, D. F.
28 décembre 1933.

Grand bal Ajiste jusqu'à l'aube, au cours duquel une tombola sera tirée, dotée des prix les plus magnifiques.

Donc, rendez-vous

le 4 Février 1939, à

La Nuit des Auberges !!!

Entrée : 15 frs. Membres des Clubs, 10 frs. (billets délivrés dans les clubs seulement).

Non, ce ne sera pas un spectacle comme les autres ! !

La Nuit des Auberges

sous le signe de la joie et de la Paix.

Venez tous le 4 février 1939, à 20 h.30 dans les Salons du Trocadéro, 17, rue Mesnil, Paris.

Rire, en écoutant la Revue 100 p. cent AJISTE : « MINE DE RIENS », montée par tous les Clubs de la Région Parisienne et les L. M. J.

Applaudir l'orchestre du C.L.A.J. avec Marie-Rose Clouzot, les groupes de danse de la scène Ajiste.

Et des vedettes aimées ! ! !

Julien, dans ses dernières chansons,

Agnès Capri, Pol Fer Yac, Jean Eitel, Janine Solane et sa maîtrise de danses, dans le Cycle des Métiers, Germaine Lix, et bien d'autres encore...

PUBLICATIONS POPULAIRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

La révolution trahie (1937)	13 »
L'Internationale communiste après Lénine (1928)	24 »
La Révolution Permanente	24 »
La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov	3 »
Où va la France ?	7 50
La seule Voie (1932)	2 »
Problèmes de la Révolution allemande (1931)	2 50
Vie de Lénine (T. I)	16 »
La leçon de l'Espagne, dernier avertissement	1 »
Les Crimes de Staline	20 »

L'ACTIVITÉ DU PARTI

La Manifestation STRASBOURG de l'Opéra

(Suite de la Page 1)

Le P.S.O.P. organisait samedi dernier, place de l'Opéra, une manifestation pour l'ouverture de la frontière espagnole à laquelle il avait « convié » le P. O. I.

Il faut avouer franchement que cette manifestation n'obtint pas le succès qu'on pouvait en attendre, étant donné la gravité de la situation. Dès 2 heures de l'après-midi, les grands boulevards sont occupés par les forces de police du « démocrate » Sarraut. De la République à la place de l'Opéra, ce ne sont que mobiles et files en uniforme et en « bourgeois ».

Des tentatives de manifestation ont lieu dès 15 h. 30, immédiatement réprimées par la flicaille ; des camarades sont emballés, dont Marceau Pivert. Des vendeurs du « Libertaire » et de la « Lutte Ouvrière » sont embarqués également.

Des groupes de jeunes, la plupart militants d'organisations d'avant-garde, tentent de réagir, mais sans directives, ils sont immédiatement arrêtés. Le mot d'ordre des flics semble être d'arrêter tous les « moins de vingt ans ». C'est ainsi que de nombreux jeunes sortant du cinéma, du Palais Berlitz, etc., sont emballés comme de simples révolutionnaires. Des enfants de 14 ans, qui sortent de l'école, des jeunes gens qui font les commissions, sont dirigés sur les différents commissariats, malgré leurs protestations.

En tout, sur 6 ou 700 arrestations, 60 pour cent sont celles d'indifférents qui ignoraient la manifestation. En résumé, le manque d'organisation, de direction, nuit au succès de cette manifestation qui eût pu revêtir une bien plus grande ampleur.

A la suite de cette manifestation des poursuites sont ouvertes contre des dirigeants du P. S. O. P. Quoi que nous puissions penser de la façon dont ils l'ont organisée, nous élevons la protestation la plus énergique contre l'emploi des méthodes chippistes par le franc-maçon Langereon. Les ouvriers révolutionnaires exigent avec nous la cessation des poursuites.

Les arrestations commencèrent à 3 h. 30. Tous les passants qui n'avaient pas une mine de bon bourgeois furent amenés au commissariat de l'Opéra, après une fouille, enfermés dans des réduits où une odeur d'urine et de rats crévés empestait.

De nombreux militants du P. O. I. et J. S. R. se retrouvèrent, ainsi que des camarades du P.S.O.P. 150 personnes emprisonnées dans un local infect et furent évacuées ensuite par groupes de 25 dans d'autres commissariats.

Nous sommes restés 30 à l'Opéra. Des conversations s'engagèrent entre militants sur la Révolution espagnole

Le succès de «Die Rote Fahne»

Le groupe du P.O.I. de Strasbourg vient de publier le numéro 8 de son journal Die Rote Fahne. L'influence de ce journal s'étend rapidement. Le Neue Zeitung lui a consacré un article haineux exigeant sa suppression, auquel nos camarades ont répondu dans le dernier numéro. Par contre, il recueille une sympathie grandissante de la part de la classe ouvrière d'Alsace, qui serait la première victime de la guerre qui approche.

Le journal vit avec le soutien de l'avant-garde ouvrière et continuera à marcher de l'avant. Camarades de Mulhouse, Colmar, Metz, abonnez-vous au journal : Postcheckkonto Geyer Henri, Strasbourg, 230-29, 2, rue Vauban.

LE HAVRE

L'activité du groupe communiste internationaliste indépendant

Lors de la disparition du journal La Commune, le groupe du Havre, seul groupe existant en province pour le soutien de ce journal, continua son activité.

Le groupe édite un journal imprimé, Le Proletaire, qui est apprécié de l'avant-garde ouvrière du Havre. Le camarade Binet vient d'être poursuivi à son tour pour des articles de ce journal.

Ce groupe avait délégué un observateur au 3^{ème} Congrès du Parti, et nous espérons qu'une communauté de travail de plus en plus étroite s'établira avec le P. O. I. Le groupe du Proletaire s'est adressé au groupe local du P. S. O. P. pour l'action et la discussion communes, dans le but de l'amener au programme de la IV^e Internationale.

et l'action pour la sauver. Cette discussion permet de défendre notre point de vue, surtout devant des militants du P. C. qui comprennent que leur Parti avait perdu les moyens de soutenir les ouvriers révolutionnaires et qu'il n'avait recours qu'à la démocratie bourgeoise.

Nous fîmes libérés à 24 h. 20 avec rien dans le ventre.

Un cycle de conférences sur la Révolution Française

La Région parisienne du parti a décidé de faire un Cycle de Conférences sur la Révolution Française, du mois du février au mois de juin.

Ces Conférences, qui seront ouvertes à tous, pour un prix modique, auront lieu dans une salle de la Mutualité.

Chaque Conférence sera faite par un orateur différent. Les principaux sujets traités seront : Le sens historique de la Révolution française. — L'idée de nation en 1789. — La guerre et la révolution. — Marat. — Les prémisses socialistes dans la révolution bourgeoise. — Robespierre. — Babeuf. — Les paysans et la révolution. — La naissance du bonapartisme.

Nous publierons dans notre prochain numéro les dates exactes des conférences ainsi que le nom des conférenciers. Tous les militants, tous les jeunes, les étudiants, qui veulent connaître la véritable signification de la grande révolution française y assisteront sûrement en grand nombre.

LA COMMÉMORATION DE LOUISE MICHEL

A Levallois se tenait une manifestation pour commémorer la mort de Louise Michel. Elle était organisée par les sections socialistes et communistes de Levallois et Clichy.

Malgré la situation tragique de l'Espagne et un battage fait par les stalinistes, 500 personnes étaient présentes, ce qui transforme la manifestation en fiasco, si on pense que Levallois et Clichy sont des cités exclusivement ouvrières.

5000 ouvriers répondaient autrefois à cette commémoration. Mais ce n'était pas pour souiller la tombe de Louise Michel avec des gerbes et des drapeaux tricolores.

Aujourd'hui, ces ouvriers ne voient plus la différence entre cette manifestation et celle des bourgeois. Les deux se font sous le couvert du chauvinisme.

Réunion dans le 17^e

Vendredi 27, une cinquantaine de travailleurs vinrent écouter les orateurs du P. O. I., du PSOP et de l'U.A. Salle de la FNCR, rue des Apennins. Notre camarade Vilain tira les leçons de la prise de Barcelone, montrant qu'elle était la conclusion de la politique bourgeoise de Négrin, énoncée dans ses « 13 points » après la répression de mai 37. Cazanave fit un victimes de Franco.

S. I. P.

Abonnez-vous au SERVICE D'INFORMATION ET DE PRESSE édité par le Secrétariat de la IV^e Internationale.

Le numéro, 1 fr. — Abonnement : 1 an, 25 fr. ; 6 mois, 13 fr. Le « S. I. P. » donne des informations régulières sur le mouvement de la IV^e Internationale. Il n'est pas mis en vente dans les librairies, mais seulement envoyé aux abonnés.

Correspondance : Librairie du Travail, S.I.P., 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris, 10^e.

Faire les versements au compte chèque postal de La Lutte ouvrière.

RÉDACTION

Le Comité Central a désigné le camarade Morris comme responsable de la rédaction de la L. O. Le Comité de rédaction permanent comprend 4 autres camarades : Gérard, Vilain, Bortel, Costa.

La rédaction se réunit le vendredi à 19 h. 30 et le lundi à 19 heures. Tous les camarades désignés doivent être présents à ces réunions que le camarade Morris est chargé de convoquer. Le Secrétariat.

«Révolution»

Lecteurs de « La Lutte ouvrière », lisez « REVOLUTION », organe de combat des Jeunes socialistes révolutionnaires. Prochain numéro le 12 février.

Au sommaire : Défense de l'Empire ? — La Tribune des Auberges. — Soldats et prolétaires. — Tribune Syndicale des jeunes. — Et de nombreux articles sur l'exploitation et la lutte des jeunes travailleurs.

Abonnements : 12 numéros 5 fr. 6 numéros 2 50

Rédaction-administration : 15, passage Dubail, Paris (10^e).

Trois devoirs impérieux :

S'abonner à la Lutte Ouvrière
Faire des abonnés
Souscrire chaque semaine

Le Gérant : PESCH

Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail, Paris